



Au Brésil, la Coupe est pleine !

Seconde partie du long entretien de Stéphane Monclaire, politologue, maître de conférences à l'Université Paris 1 et brésilieniste.

Autres Brésils : Selon vous les brésiliens devraient donc fortement soutenir leur équipe durant ce Mondial et oublier leur mécontentement face aux excès de dépenses publiques que ce méga-événement a généré et face aux retards de multiples chantiers. Pourtant nous sommes à trois semaines du premier match et il y a encore des manifestations à Rio et São Paulo contre le Mondial. Certes elles n'attirent pas grand monde. Mais les rues comme les boutiques sont bien moins parées de vert et jaune qu'elles ne l'étaient à même période lors de chacun des précédents Mondiaux. Le mécontentement semble se prolonger ; la FIFA et le gouvernement brésilien s'en inquiètent. **N'êtes-vous pas trop optimiste dans vos prévisions ?**

Stéphane Monclaire : Ce Coupe du monde bashing va, c'est le plus probable, s'épuiser au fur et à mesure que l'enjeu sportif et son attrait vont l'emporter sur les mécontentements citoyens. Mais une population ne passe jamais en quelques jours d'une position critique à l'exaltation. Dans les sentiments amoureux ou dans la plupart des relations sociales dans lesquelles l'investissement affectif joue un grand rôle, il faut généralement du temps pour chasser la déception ou l'amertume et se laisser aller à l'amour joyeux, à la fête insouciant. Cette lenteur avec laquelle rues et vitrines changent actuellement de couleur, comparativement à 2010, 2006 ou 2002 atteste de cette transition graduelle des perceptions et des affects.

Autres Brésils : Vous pensez que le Brésil sera, à l'ouverture du Mondial, aussi vert et jaune qu'il était à l'ouverture de l'édition 2010 ?

SM : Non, il le sera moins. Mais pas seulement à cause de ce Coupe du monde bashing et du caractère nécessairement lent de cette transition vers le festif. Car depuis 1994, chaque quatre ans le pays est un peu moins vert et jaune. Non pas que la passion pour le football ait diminué, mais la société a en partie changé. Avec le développement économique, la hausse du pouvoir d'achat des ménages et la baisse de prix des téléviseurs, de plus en plus de gens regardent les matchs chez eux. Ils vont, bien moins qu'avant chez l'oncle, l'ami ou le voisin qui avait une grande télé et servaient à boire et à manger aux convives. Avec la montée progressive de l'individualisme, même si celui-ci est encore loin du niveau qu'on observe en France, et avec la fragilisation des liens familiaux et de voisinage, les brésiliens sont moins prédisposés, qu'avant, à vivre chaque match aux côtés de toute la famille ou de tous les amis. De sorte qu'au fil des ans on partage moins son engouement ; on le vit de façon plus intérieure et davantage dans la sphère privée. Les balcons d'immeubles et les fenêtres des maisons sont donc chaque fois un peu moins parées de drapeaux ou des couleurs du Brésil ; les guirlandes vertes et jaunes qui traversaient et ornaient les rues sont chaque fois un peu moins nombreuses. Ces changements d'attitude sont un des effets des transformations récentes de la structure



sociale brésiliennes. Les dizaines de millions d'hommes et de femmes qui, ces dernières années, sont passées des couches populaires hautes vers les couches moyennes basses, ont peu à peu incorporé une partie des comportements et des valeurs, plus individualistes, des groupes sociaux dans lesquels ils entraient statistiquement. Je crois aussi que le Mercosul et la globalisation constituent un facteur indirect de ces changements d'attitudes ; même si ce facteur est bien moins déterminant que ceux déjà mentionnés.

Autres Brésils : Comment cela ?

SM : La construction du Mercosul, bien qu'elle ne soit pas très rapide ni très approfondie, l'élargissement de ce grand marché à de nouveaux pays, tendent à modifier l'image que beaucoup de brésiliens avaient du Brésil. Les convergences croissantes et les partenariats au sein des BRICS et donc la concrétisation partielle de cet acronyme produisent des effets cognitifs similaires. La globalisation heureuse, plus encore.

Autres Brésils : Pourquoi « heureuse » ?

SM : Parce qu'au Brésil, depuis une bonne dizaine d'années et en raison d'une configuration très particulière de facteurs socio-économiques endogènes, la globalisation et plus encore la financiarisation de l'économie brésilienne n'ont pas généré de chômage massif, ni de délocalisations dramatiques, ni une aggravation des inégalités sociales. Certes de multiples indicateurs montrent que cette période heureuse touche à sa fin. Le futur gouvernement, quel qu'il soit, va se trouver face à des défis plus compliqués que ceux rencontrés ces dernières années. Mais revenons aux effets cognitifs de cette ouverture au monde. Elle tend à modifier le nombre, les frontières et les propriétés des groupes sociaux potentiels auxquels les brésiliens peuvent s'identifier momentanément ou plus longuement. De sorte que la propension à se projeter dans la nation brésilienne, telle que la Coupe du monde la dessinait et la réactivait, devient moindre. Cette propension reste forte, mais s'est amenuisée. Donc il y a un peu moins de jaune et vert dans les rues.

Autres Brésils : Les membres des récentes manifestations semblaient très déterminés à perturber le Mondial. Le slogan « Não vai ter Copa » [« La coupe n'aura pas lieu »] est souvent scandé. Et il est décliné sous différentes formes sur les réseaux sociaux. Que pensez-vous de ces mobilisations ? Qu'est-ce qui pourrait les rendre plus fortes ?

SM : Indiscutablement, les préparatifs de cette Coupe du monde ont généré, dans de nombreux segments de la population, une longue séquence de socialisation politique. Rarement tant de brésiliens n'avaient été à ce point sensibilisés et ne s'étaient tant intéressés à une politique publique. L'édition 2014, telle qu'elle a été jusqu'à présent préparée et perçue est un fait social total. Point parce que les Coupes du monde sont devenues des méga-événements, mais parce que cette Coupe a socialement mis en lumière, aux yeux de très nombreux brésiliens, un ensemble de maux de l'Etat et de la société brésilienne, et qu'elle a, ce faisant, quelque peu modifié leur rapport différencié à ces maux, leur rapport à l'Etat et à la société. C'est d'ailleurs pour cela que je m'intéresse à cette Coupe du monde. Elle est devenue un merveilleux objet scientifique, nécessitant une approche multidisciplinaire : science politique, économie, sociologie, anthropologie.



Elle est devenue un très bon levier pour comprendre le Brésil actuel. Mais revenons aux manifestations. Il y a effectivement, depuis plusieurs mois, radicalisation de certains collectifs-militants. Pour que de nombreux brésiliens les rejoignent, il faudrait une rapide succession d'événements propices : par exemple une répression violente de plusieurs de ces manifestations ; cette répression s'accompagnerait de bavures ; des passants et, mieux encore, des journalistes seraient grièvement blessés par les forces de l'ordre, et les chefs de rédaction des grands médias élèveraient cela en scandale et inciteraient leur cœur de cible à descendre dans la rue.

Autres Brésils : Un tel scénario vous paraît-il possible d'ici le Mondial ou durant le Mondial ? Les bavures policières sont malheureusement fréquentes au Brésil.

SM : Certes, mais de fermes instructions ont été données aux forces de l'ordre pour tenter d'éviter, dans cette période très sensible, des répressions disproportionnées et des bavures. En la matière, le risque zéro n'existera jamais. Mais à observer le comportement de la police lors de ces toutes dernières manifestations, il semble que ces consignes soient respectées. En outre les grands médias sont de plus en plus critiques sur ces manifestations, il est vrai qu'ils sont économiquement intéressés à un bon déroulement du Mondial, puisqu'ils dépendent financièrement de leurs annonceurs et que beaucoup de ces derniers communiquent sur fond de Coupe du monde. Que de bières, de sodas, de lessives, de voitures et autres produits sont présentés, dans les publicités, en lien avec ce gigantesque événement sportif. Sans compter que la proximité des élections présidentielle, gubernatoriales et législatives tend à canaliser les mécontentements. Contrairement à ce qui s'est passé en juin 2013, époque où beaucoup de leaders politiques encourageaient implicitement ou explicitement les brésiliens à descendre dans la rue, ou applaudissaient les manifestants tout en ayant peur, la population va pouvoir d'ici peu s'exprimer à travers les urnes ; en tout cas, c'est ce que le personnel politique et les grands médias ne cessent de lui dire.

Autres Brésils : Les grèves locales des chauffeurs de bus ou des policiers civils de ces derniers jours pourraient-elles s'étendre à d'autres secteurs ?

SM : Non ce scénario me paraît actuellement peu probable. Certes dans ce Brésil encore très corporatiste, plusieurs professions, du moins celles dont l'arrêt de travail impacte directement la vie quotidienne d'une bonne partie de la population des villes-sièges, tentent opportunément de tirer profit de la proximité de la Coupe et de la présence chaque jour plus forte des médias étrangers. Ces grévistes demandent des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail. Le plus souvent leurs revendications sont très légitimes. Les dirigeants politiques locaux les satisfont d'autant plus rapidement qu'ils n'ont pas intérêt à ce que la paralysie se prolonge et que le conflit social s'enlise. De sorte que je ne crois pas à une contagion sociale, même si on a vu récemment dans une ou deux villes les « sans toit » se joindre ponctuellement aux « não vai ter copa » et à des chauffeurs de bus grévistes. Se tissent des liens entre telle ou telle organisation ou collectifs militants, mais cela ne suffit pas à générer des mobilisations multisectorielles significatives. L'autre jour à Rio, il y avait seulement quelques centaines de manifestants ; c'est très peu. Les policiers venus les encadrer et les journalistes locaux ou de la presse étrangère venus les photographier étaient presque plus nombreux qu'eux. Parler d'essoufflement serait exagéré, mais ces mouvements de protestation se heurtent à



trop d'obstacles pour pouvoir connaître une dynamique d'expansion.

Autres Brésils : Parmi les motifs de mécontentements, il y a les problèmes de sécurité. Nous aurions voulu vous interviewer longuement sur ce thème, mais le temps presse. Pourriez-vous nous dire rapidement ce que vous pensez des violences policières.

SM : Elles pourraient être moindres et moins révoltantes si les membres de la police militaire étaient mieux formés ; et si celle-ci était démilitarisée. Leur comportement est bien plus létal que celui de beaucoup d'autres forces de police étrangères intervenant dans des quartiers difficiles de telle ou telle ville du monde. Les bavures et exactions seraient moins nombreuses et moins tragiques si elles étaient davantage punies par la hiérarchie de ces institutions chargées de sécurité, et si la lutte pour en chasser la corruption qui les gangrène était menée avec plus de conviction et de résultats. Reste que ces violences policières ne sont qu'une des facettes des problèmes de violence que connaît le pays. Cette violence est générale. Sur les routes à travers les conduites dangereuses et irrespectueuses d'autrui de maints conducteurs. Dans les foyers, à travers la violence conjugale. Dans les prisons, où l'Etat mais aussi les prisonniers se livrent à des assassinats particulièrement macabres. Dans les rues et les maisons où sont tués annuellement plus de 34.000 personnes par balle. Rien que dans l'Etat de Rio et depuis 2007 on recense en moyenne 500 homicides volontaires par mois. Le Brésil n'est pas qu'un pays violent ; c'est aussi un cimetière. La violence d'Etat, la violence privée et la violence des organisations criminelles sont chacune très mortifères.

Autres Brésils : Notez-vous des améliorations en matière de lutte contre les violences ?

SM : Il y en a heureusement quelques-unes. Le travail opéré par les unités de police dite de « pacification », dans les favelas, est loin d'être parfait, mais il a fait reculer fortement le taux d'homicides dans ces quartiers populaires. Autre exemple : l'important déploiement de forces de police et de l'armée, nécessaire au bon déroulement du Mondial, va générer davantage de coordination entre ces organes et celle-ci demeurera après le Mondial. S'en sera un des legs importants.

Autres Brésils : Vous parlez de legs, venons-en aux retombées économiques du Mondial 2014, le gouvernement brésilien affirme qu'elles seront nombreuses et positives, très supérieures aux dépenses engagées. Faut-il le croire ?

SM : Que le gouvernement assure qu'elles le seront n'a rien de surprenant. Voilà des années qu'il parle ainsi, que ce soit pour la Coupe ou pour tout autre gros projet ou chantier de politiques publiques. Tous les gouvernements du monde agissent de cette façon. Ce type de discours sert à justifier les choix opérés et les sommes dépensées. Il cherche aussi, ce faisant, à rassurer la population, à réduire et marginaliser les critiques. Reste que ces derniers mois, ce discours a pris des accents particuliers : il est sujet à l'inflation. À compter de 2012 la hausse effective du coût des stades et les retards d'infrastructures sont devenus progressivement patents ; cela a généré d'hostiles campagnes de presse et celles-ci ont provoqué ce Coupe du monde bashing. Plus ce phénomène s'opérait, plus Dilma Rousseff et son gouvernement ont été contraints de réaffirmer que ce Mondial vaut la peine. Ils ont donc gonflé les retombées économiques



possibles, fourni des prévisions chiffrées chaque fois plus merveilleuses. Le fait que ces chiffres soient sans cesse revus à la hausse, me fait douter de leur véracité et, du même coup, du sérieux des promesses gouvernementales. D'autant que dans le même temps, de grandes banques et des agences de notation ont plutôt revu à la baisse leurs prévisions quant à l'impact économique du mondial. En 2010, la banque Itaú considérait que la Coupe allait à elle seule, en 2014, entraîner une hausse de 1,5% du PIB brésilien. Or récemment l'agence Moody's estimait cet impact à seulement 0,56%.

Autres Brésils : Ces institutions ne sont pas nécessairement neutres et elles se sont souvent trompées par le passé. Que disent les universitaires, les experts indépendants ?

SM : Les seules études sérieuses portent sur 2014, voire sur 2015. Au-delà il y a trop d'inconnues, notamment s'agissant des flux touristiques. Dans un article publié en 2011, des économistes de l'université fédérale du Minas Gerais ont réalisé des études d'impact particulièrement subtiles, intégrant différentes variables et scénarii possibles. Selon eux, dans le meilleur des cas, l'impact sur le PIB brésilien en 2014 allait être de 0,7%. Ils considèrent aussi que pour chacune des douze villes-sièges l'impact, toujours pour 2014, sera en moyenne et au maximum de 1,25% de leur PIB respectif.

Autres-Brésils : Dans quelle capitale l'impact, sera économiquement le plus positif en 2014 ?

SM : Natal : 6,40%. Et Manaus : 5,87. D'une façon générale, plus le poids économique de la ville considérée est modeste, plus l'impact de la construction du stade et des investissements en infrastructure tend à être fort. Et inversement. Ainsi le PIB des villes de São Paulo et celui de Rio de Janeiro ne devraient croître chacun que de 0,65% maximum. Mais attention, au moment où ces études ont été faites, leurs auteurs ignoraient encore quel serait le surcoût exact de ces chantiers, et donc les effets boule de neige de ces surcoûts pour la croissance. De sorte qu'en réalité, l'impact sera d'un tiers à 60% supérieur à ces prévisions.

Autres-Brésils : A-t-on cependant une idée de l'impact du Mondial sur la croissance brésilienne en 2015?

SM : Il y a des auteurs, comme Stefan Szymanski, qui considèrent que son impact sera légèrement négatif. Ce chercheur nord-américain a analysé les données désagrégées du PIB de chacun des 20 pays les plus riches du monde depuis 1970 ; or beaucoup d'entre eux s'étaient vu confier l'organisation d'une Coupe du monde. Selon ses calculs, dans l'année qui suit celle du Mondial, l'impact de celui-ci sur le PIB du pays organisateur est en moyenne de -0,09%. Quand bien même le Brésil de 2015 échapperait en partie à cette règle, il ne devrait toutefois pas connaître des lendemains aussi glorieux que le promet Mme Rousseff.

Autres-Brésils : L'emploi a été localement boosté par les préparatifs du Mondial. C'est là un des bienfaits de ces préparatifs.

SM : Indiscutablement, les chantiers des stades et des infrastructures ont, dans le secteur du BTP, généré une foule d'emplois directs et indirects, temporaires ou de longue durée.



Toutefois si les sommes dépensées l'avaient été pour d'autres chantiers, je veux dire pour des chantiers plus en phase avec les besoins quotidiens de la population de ces villes, l'impact sur l'emploi aurait sans doute été identique. C'est donc moins la Coupe, par ses stades et ses investitures d'accompagnements, que l'argent qui leur a été consacré qui explique tous ces emplois. En outre, il faut regarder ce qu'ont été les conditions de travail de nombreux ouvriers de ces gros chantiers. Parfois, notamment à Curitiba, elles étaient peu respectueuses du droit du travail. Les salaires n'étaient pas non plus à la hauteur de ce qu'ils auraient dû être. Cela a généré ici et là quelques journées ou semaines de grève et celles-ci ont encore augmenté les retards des chantiers.

Autres Brésils : Dans des secteurs comme l'hôtellerie et la restauration, la Coupe a été et sera profitable...

SM : Oui, mais durant le Mondial certains secteurs économiques, notamment l'industrie ou les ventes en gros, vont être négativement affectés par l'accumulation des jours à moitié chômés, puisque le pays s'arrête ou presque chaque fois que le Brésil dispute un match. Par ailleurs, les dépenses de consommation n'explorent pas durant un Mondial. En France par exemple, lors de la Coupe 1998, les ménages avaient certes acheté plus de postes de télévision, plus de bouteilles de champagnes, plus de vêtements et accessoires de sports ; mais ils n'avaient guère puisé dans leur épargne pour cela. Lors des mondiaux, il y a moins envolée de la consommation générale que déplacement des dépenses. Par exemple, beaucoup de ménages vont acquérir un nouvel et plus grand écran plat et ne plus acheter le canapé prévu. Ce genre de comportement tonifie certains secteurs d'activité, mais en pénalise d'autres. De la même façon, on sait déjà que le nombre de brésiliens qui voyageront à l'étranger en juin-juillet sera de 34% inférieur à ce qu'il était pour la même période l'an dernier. La Coupe tend donc à retenir les brésiliens au pays. C'est bon pour la balance des paiements. Mais peut-être qu'une partie de ces non-voyageurs a simplement remis à plus tard leur séjour à l'étranger.

Autres Brésils : Théoriquement le tourisme vers le Brésil devrait sortir gagnant de la Coupe.

SM : Depuis quelques années, le Brésil attire de plus en plus d'étrangers, et à un rythme supérieur à celui de ses voisins. Ainsi l'an dernier 6 millions de touristes s'y sont rendus, soit une hausse de 5% par rapport à 2012. Or en moyenne le tourisme par pays n'a cru en 2013 que de 3% et, s'agissant de ceux de l'Amérique du Sud, que de 2%. En 2013 le tourisme, au Brésil, employait environ 10 millions de personnes. C'est un secteur en pleine expansion. Pour juin-juillet 2014, période durant laquelle se disputeront les matches, diverses prévisions ont été faites. Il y a trois ans, le gouvernement tablait sur 600.000 touristes étrangers, dont deux-tiers de supporters qui assisteraient aux matches. Il considérait aussi que près de 1,1 millions de brésiliens se déplaceraient à travers le pays durant la compétition. Aujourd'hui, les prévisions sont meilleures encore et, surtout, elles s'appuient sur des données effectives : par exemple, le nombre de réservations de chambre d'hôtel ou de billets d'avion vendus. Il y aura au moins 500.000 visiteurs étrangers détenteurs de tickets pour les stades. C'est eux qui sont sensés dépenser le plus. Toutefois les chiffres avancés par le gouvernement concernant leur niveau de dépenses doivent être considérés avec prudence, puisque d'un mois à l'autre l'argent que chaque



supporter étranger est supposé dépenser ne cesse d'augmenter. Ainsi hier, le ministère du tourisme estimait que chacun d'eux en moyenne dépenserait 5.500 reais durant leur séjour au Brésil ; cela n'inclut pas le prix du billet d'avion international, ni les sommes déjà dépensées dans leur pays respectif pour leur séjour au Brésil, comme par exemple l'argent pour les nuits d'hôtel payées à l'avance. C'est là une moyenne très supérieure à celle constatée en Afrique du Sud il y a quatre ans et, de la sorte, un peu suspecte même si le coût de la vie au sein des douze villes sièges brésiliennes est légèrement plus élevé que celui observé dans les villes-sièges de la Coupe 2010.

Autres Brésils : La différence est de combien exactement ?

SM : En 2010 les 309.000 étrangers qui s'étaient rendus en Afrique du Sud pour le Mondial avaient en moyenne chacun dépensé 1.230 euros. C'est-à-dire, compte tenu du taux de change actuel du real, 44% de moins que ce que les supporters sont supposés dépenser au Brésil durant la Coupe 2014. C'est ce pourcentage qui me fait douter du sérieux des prévisions gouvernementales.

Autres Brésils : S'agissant des touristes étrangers qui, en juin-juillet, n'iront pas dans les stades, seront-ils plus nombreux que prévus et combien dépenseront-ils ?

SM : Là encore les prévisions du gouvernement risquent d'être démenties pas les faits. Car toutes ces dernières semaines les médias européens ont beaucoup parlé des problèmes de violence que connaissent telle ou telle ville-siège. Leurs articles et reportages ont sans doute refroidi les ardeurs d'une partie des touristes qui envisageaient d'aller au Brésil. Certains n'iront pas, d'autres réduiront la durée de leur séjour. C'est là un exemple des paradoxes de ce Mondial 2014. D'un côté le gouvernement souhaitait que ce méga-événement sportif élève plus encore l'image du Brésil à l'étranger, rende le pays encore plus attractif aux yeux des touristes potentiels du monde entier. Mais parce que les problèmes de sécurité au Brésil sont graves et que la violence y est importante, l'image du pays a été écornée par cette couverture médiatique.

Autres Brésils : Le Brésil va quand même apparaître aux yeux du monde entier comme un pays émergé, pour reprendre la belle expression du géographe Hervé Théry.

SM : Bien sûr, des milliards de téléspectateurs vont voir, en l'espace d'un mois, beaucoup plus de séquences aguichantes sur le Brésil et ses douze villes-sièges, qu'il n'en auront vu au cours de ces cinq dernières années. Cela tendra à objectiver dans leur tête le rang et la puissance économique du Brésil. D'autant qu'il y aura un *bis repetita* dans deux ans avec les Jeux olympiques de Rio. C'est bien pour le soft power du Brésil. Mais en 2008 la Chine n'avait nullement besoin des JO de Pékin pour attirer les investisseurs étrangers, tellement ces investisseurs savaient depuis longtemps à quel point la Chine était devenu un géant incontournable. Idem pour le Brésil. Toutes les grandes entreprises du monde entier connaissent depuis des années le potentiel économique de ce pays ; elles y sont d'ailleurs déjà installées. Quant aux moyennes entreprises, ce n'est pas ces douze stades qui vont les impressionner. Ces investisseurs risquent d'être plus sensibles aux retards des chantiers d'infrastructure, aux tensions sociales et aux excès de fiscalité qu'à la beauté des stades. Pour qu'une Coupe, sur le plan extra sportif soit un succès, il y a des



erreurs à éviter. Or les autorités brésiliennes en ont commis plusieurs.

Autres Brésils : Les performances sportives de la Seleção pèseront-elles sur le comportement électoral des brésiliens lors des scrutins du mois d'octobre ?

SM : L'influence ne peut être qu'indirecte. Si le Brésil gagne un sixième titre mondial, ce sera évidemment bon pour le moral de la population ; du moins durant quelques semaines ; et cela peut changer quelque peu leur réceptivité à l'égard de telle ou telle offre politique. Rappelez-vous 1994. La Seleção avait alors été une nouvelle fois sacrée championne du monde au moment même où commençait à s'appliquer un énième plan de stabilisation économique, le plan real, censé supprimer l'hyper inflation. Au fil des matchs le moral des brésiliens s'améliora ; cela tendit à les rendre plus confiants dans le succès du pan real. Et plus ce plan leur paraissait avoir atteint ses objectifs immédiats, plus ils en imputèrent le succès à celui qui cherchait à en endosser la paternité : Fernando Henrique Cardoso. En 1994 c'était la première fois, depuis le retour du Brésil à la démocratie, que la Coupe du monde se déroulait en pleine campagne électorale. Cela se répète depuis tous les quatre ans. Mais cette fois-ci le Brésil n'est pas simplement un pays qui dispute la Coupe du monde ; il en est également l'organisateur. De sorte que si la Seleção est vite éliminée du tournoi, beaucoup de supporters brésiliens auront tendance à penser « non seulement on s'est fait sortir, mais en plus cette Coupe a coûté une fortune ». Autrement dit, le montant de la facture s'en trouvera plus difficile à avaler. Et cela pourrait être exploité électoralement par tel ou tel candidat.

Autres Brésils : Par exemple ?

SM : Ce candidat pourrait notamment rappeler les problèmes d'alimentation en eau douce de nombreuses grandes communes brésiliennes. Dans l'Etat de São Paulo, pourtant le plus développé du pays, les coupures d'eau sont devenues très fréquentes. De février à avril de cette année, près d'un quart des habitants de cette unité fédérative ont été momentanément privé d'eau ; et 30% dans la région métropolitaine de São Paulo. Ces coupures locales touchent deux fois plus les quartiers pauvres que les quartiers de classe moyenne. Elles ne tiennent guère à une baisse des précipitations, mais s'expliquent surtout par un sous-investissement chronique en ce domaine et les gabegies des agences de bassin et autres organismes publics chargés de la gestion de l'eau. Ce candidat pourrait ainsi dire combien de coupures d'eau auraient pu être évitées et le seraient à l'avenir, si à la place d'un nouveau stade et de chantiers d'infrastructure guère utiles à la satisfaction des besoins quotidiens réels de la population, les autorités avaient cherché à solutionner intelligemment ce problème d'alimentation d'eau. Ce candidat ou un autre pourrait aussi rappeler, plus démagogiquement, que cette Coupe n'a pas été celle de tout le peuple brésilien, puisque le prix des billets, sans même parler de la rareté des places, a empêché beaucoup de petites gens d'acheter des billets. Sociologiquement, la composition du public qui aura la chance d'assister aux matchs disputés lors de cette Coupe 2014 sera très différente de celle observable en 1950, année où le Brésil avait pour la première fois organiser la Coupe du Monde. À l'époque, il n'y avait presque pas de supporters étrangers ; les stades étaient souvent de plus grand gabarit ; et le prix des billets était très abordable.



Autres Brésils : Dilma Rousseff est pour l'instant toujours donnée gagnante de la présidentielle dans les enquêtes d'intentions de vote. Pensez-vous qu'en octobre elle sera réélue à la tête du Brésil ?

SM : Je pense que oui, mais elle doit s'attendre à une avalanche de dossiers politiquement explosifs dès le lendemain du mondial. Plusieurs mèches ont déjà été allumées, je pense notamment à l'affaire Petrobrás. Elle doit aussi affronter des feux-amis. L'ancien président Lula a parfois des phrases très ambiguës à l'égard du gouvernement qu'elle préside. Je n'écarte pas la possibilité qu'il soit finalement le candidat du PT à la présidence de la République. Car si Dilma venait à baisser dans les sondages, beaucoup de hauts dirigeants et de cadres du PT se tourneraient vers Lula pour leur permettre de maintenir leur position dans l'appareil d'Etat. Juridiquement tous les partis qui souhaitent pouvoir disputer les élections, ont jusqu'à fin juin pour investir leurs candidats respectifs. Ensuite si tel ou tel candidat investi renonce à se présenter, son parti pourra jusqu'à début septembre investir quelqu'un d'autre à sa place.